

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 10 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/10-C
3 juin 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 106650

**Réponse aux crises humanitaires et
renforcement de la résistance à l'insécurité
alimentaire**

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	979 146 706	67 751 283	1 046 897 989
Coût total pour le PAM	1 998 242 958	34 195 009	2 032 437 968

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

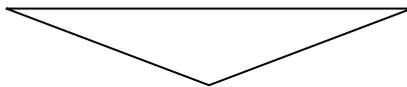
Directeur régional, ODR*: M. S. Samkange stanlake.samkange@wfp.org

Conseiller régional principal
pour les programmes, ODR: M. A. Meygag abdirahman.meygag@wfp.org

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 34,2 millions de dollars É.-U. pour l'IPSR Éthiopie 106650 "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.A/2011/10-C).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 106650 est conçue en vue:
 - d'augmenter à 3,5 millions de personnes le nombre maximum de bénéficiaires des activités de secours du PAM, et diminuer de 340 000 les bénéficiaires du Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) appuyés par le PAM;
 - d'accroître la quantité de produits alimentaires de 20 130 tonnes, pour tenir compte de l'accroissement des besoins de secours¹ et de la réduction des besoins au titre du PPSAP;
 - d'augmenter le montant affecté au coût des produits alimentaires de 67,8 millions de dollars afin de prendre en compte la hausse des prix mondiaux, les faibles quantités disponibles sur le marché local et le volume supplémentaire requis;
 - de couvrir l'augmentation des coûts du transport extérieur entraînée par l'accroissement du volume requis de denrées et la réduction attendue des achats locaux de céréales;
 - d'abaisser les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM), compte tenu des réductions des tarifs locaux de transport;
 - de transférer les coûts de renforcement des capacités inscrits sous la rubrique Autres coûts opérationnels directs (autres COD) à la rubrique Coûts d'appui directs (CAD) pour respecter les procédures financières actuelles du PAM; et
 - d'accroître le budget CAD pour l'ajuster à l'intensification des opérations de secours et à la hausse des prix de certains biens et services.
2. Dans une révision budgétaire précédente de l'IPSR 106650², le PAM s'était engagé à revoir les besoins des bénéficiaires en fonction d'évaluations conduites dans les premiers mois de 2011.

JUSTIFICATION DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 106650 (2008–2011) s'attaque à l'insécurité alimentaire aiguë qui sévit dans le pays et contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1 et 2 comme suit:
 - Secours: des distributions générales de vivres sont organisées pour les communautés exposées à l'insécurité alimentaire et touchées par des pénuries de vivres graves et imprévisibles (Objectif stratégique 1).
 - Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP): dans les districts où l'insécurité alimentaire aiguë peut être prévue, les bénéficiaires aptes à travailler mènent des activités Vivres contre travail qui appuient les investissements dans la réduction des risques de catastrophe, tandis que ceux qui sont dans l'incapacité de participer bénéficient de distributions sans contrepartie (Objectif stratégique 2).

¹ La présente révision budgétaire ne prévoit pas de prolongation de la durée d'intervention mais vise à couvrir l'accroissement des besoins de secours dû à la sécheresse qui frappe actuellement le pays et qui imposera de continuer à apporter une assistance à certains bénéficiaires en 2011.

² WFP/EB.2/2010/9-D, paragraphe 11.

- Supplémentation alimentaire ciblée: des aliments composés enrichis et de l'huile végétale sont distribués aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë repérés grâce au dépistage nutritionnel (Objectif stratégique 1).
 - VIH en milieu urbain: un appui alimentaire et nutritionnel ciblé est fourni aux ménages, aux femmes et aux enfants en situation d'insécurité alimentaire, séropositifs ou touchés par le VIH et le sida en milieu urbain (Objectif stratégique 2).
4. Dans le cadre de l'IPSR 106650, le PAM travaille à renforcer les capacités du Gouvernement et des communautés dans le domaine de la gestion des risques liés aux catastrophes³, en particulier pour ce qui est de la logistique de l'aide alimentaire à l'appui de la préparation et de la réaction aux crises, de l'analyse de la vulnérabilité, de l'alerte rapide et de la planification des risques à l'appui de la prévention, de l'atténuation des catastrophes et de la préparation. Le présent document donne des précisions sur ces activités.
5. Le principal interlocuteur du PAM – le Secteur de la gestion des risques liés aux catastrophes et de la sécurité alimentaire (DRMFSS) au sein du Ministère de l'agriculture – distribue des produits alimentaires dans le cadre des programmes de secours, du PPSAP et de la supplémentation alimentaire ciblée. En 2010, une initiative de renforcement des capacités – le projet d'amélioration de la gestion des vivres – a commencé à avoir des résultats positifs sur la capacité logistique du DRMFSS, notamment pour ce qui est de la distribution en temps voulu des secours alimentaires et du respect des obligations redditionnelles. Les activités prévues pour 2011 ont été établies en consultation avec le gouvernement et les partenaires du développement; nombre d'entre elles se poursuivront au titre de la nouvelle composante du programme de pays du PAM pour 2012-2015 consacrée au renforcement des capacités:
- conception d'un nouveau système de suivi des produits alimentaires pour le DRMFSS;
 - amélioration des entrepôts et appui aux éléments logistiques du nouveau système national de commandement de crise – outil de réponse aujourd'hui employé par le DRMFSS;
 - formation des fonctionnaires à la gestion et à la logistique des produits alimentaires; et
 - études analytiques pour guider l'élaboration de plans d'approvisionnement stratégique en vivres et optimiser les voies d'acheminement pendant les situations d'urgence, en vue de renforcer la préparation aux crises.
6. Le projet de Cadre d'investissement stratégique pour la gestion des risques liés aux catastrophes a été formulé par le DRMFSS et les partenaires du développement. Les investissements actuels du PAM dans l'analyse de la vulnérabilité, l'alerte rapide et la planification des risques comprennent les éléments suivants:
- appui technique et financier pour réaliser les enquêtes qui serviront à établir les profils de risques liés aux catastrophes des *woredas* (districts), des plans de réduction des risques en concertation avec les communautés, et des plans d'intervention en cas d'urgence;
 - formation et appui technologique en vue du transfert de l'outil de financement de l'évaluation rapide des risques et de la protection des moyens de subsistance;

³ WFP/EB.2/2007/9-C/5, paragraphes 6, 26, 29, 30–31, 34, 48 et 54.

- appui soutenu à l'Agence météorologique nationale et au Ministère des ressources hydriques et de l'énergie pour la saisie de données servant à l'alerte rapide des sécheresses et des inondations, notamment par l'installation de stations de surveillance météorologique et hydrologique automatique; et
 - appui technique à la mise au point d'outils d'alerte rapide pour les risques liés aux catastrophes urbaines.
7. Les coûts afférents aux consultants chargés du renforcement des capacités ont été transférés de la rubrique Autres COD à la rubrique CAD, conformément aux procédures financières actuelles du PAM.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

8. La sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique a atteint l'est et le sud-est de l'Éthiopie, et en particulier les zones pastorales et agropastorales, ainsi que les hauts plateaux de la région des Nations, nationalités et peuples du Sud (SNNP).
9. Le document paru en février 2011 sur les besoins humanitaires⁴ indiquait que 2,8 millions de personnes nécessiteront des secours alimentaires en 2011. Mais au cours du premier trimestre, la sécheresse a entraîné une dégradation de la sécurité alimentaire et une augmentation des besoins des bénéficiaires. En avril, le Gouvernement a publié une version révisée du document⁵ qui faisait état d'un accroissement des besoins de secours dans les zones pastorales et agropastorales des régions Somali et Oromiya, et chiffrait à 350 000 le nombre de personnes supplémentaires nécessitant une assistance alimentaire. Compte tenu de la faiblesse des précipitations pendant la saison *gu* (saison des pluies longues) dans les zones pastorales et de la saison *belg* (saison des pluies courtes) sur les hauts plateaux, le DRMFSS procédera en mai à une évaluation saisonnière précoce des besoins en secours jusqu'à la fin 2011. Les résultats sont attendus pour le début du mois de juin, à la suite de quoi les chiffres nationaux des bénéficiaires des secours seront révisés. Toutefois, étant donné le temps requis pour mobiliser des ressources alimentaires, et l'imminence de la période de soudure (juin-juillet), le PAM a analysé la situation actuelle de la sécurité alimentaire et établi à l'avance la projection des besoins de secours jusqu'à la fin 2011.
10. Une analyse des besoins de secours pour des années de pluviosité similaire indique une augmentation probable tant du nombre de personnes touchées que du nombre de mois d'assistance nécessaires en 2011⁶. Les données émanant du système d'alerte rapide, l'analyse d'années similaires et les tendances des marchés comportent le pronostic d'une détérioration de la situation sur les hauts plateaux exposés à l'insécurité alimentaire de la région SNNP. En mars, le prix du maïs est monté de 43 pour cent en moyenne quand est arrivée la nouvelle que la récolte de patate douce avait été mauvaise et que celle du maïs *belg* avait toute chance de l'être aussi⁷. La patate douce, généralement récoltée en mars, permet de couvrir la période de soudure: une mauvaise récolte oblige les ménages les plus

⁴ Document sur les besoins humanitaires du pays établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. 2011. *Ethiopia: Humanitarian Requirements, 2011*. Addis-Abeba.

⁵ Document sur les besoins humanitaires révisés pour le sud et le sud-est du pays établi conjointement par le Gouvernement éthiopien et des partenaires humanitaires. 2011. *Revised Humanitarian Requirements for South and Southeastern Ethiopia*. Addis-Abeba.

⁶ Pour ce qui est des secours, la durée de l'assistance diffère selon la zone, en fonction de l'évaluation des besoins et des moyens de subsistance ainsi que des schémas saisonniers; elle est généralement comprise entre trois et huit mois.

⁷ En 2008, la récolte de plantes racines a été mauvaise dans la région SNNP, ce qui s'est traduit par une hausse du prix du maïs; or le régime des pluies en 2008 était similaire à celui de 2011.

pauvres à se rabattre sur l'*enset*⁸ (fausse banane), dont la production est limitée et l'apport nutritionnel faible. Dès le mois d'avril, l'Unité de coordination des interventions nutritionnelles d'urgence avait signalé un nombre anormalement élevé d'admissions aux programmes d'alimentation thérapeutique ambulatoire dans plusieurs *woredas*. Plusieurs intervenant du secteur de la nutrition ont cartographié les zones affectées par la sécheresse en vue de coordonner les interventions. L'impact de la sécheresse sur la dénutrition chronique est désormais largement reconnu: le Gouvernement estime que le taux de malnutrition aiguë globale atteint 25 pour cent dans certaines zones⁹. L'évaluation rapide qui est en cours devrait fournir des informations supplémentaires concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

11. Le tableau 1 présente une estimation des besoins de secours pour 2011 réalisée par le PAM; le tableau 2 montre le nombre de bénéficiaires prévus par région et les besoins alimentaires correspondants. Les estimations n'incluent pas les besoins couverts par les secours attendus d'organisations non gouvernementales (ONG) qui pourraient atteindre 600 000 personnes par mois en 2011¹⁰.

TABLEAU 1. SECOURS POUR 2011, SELON LES ESTIMATIONS DU PAM*		
Dates de distribution	Bénéficiaires	Quantités de produits alimentaires requises (tonnes)
1 Février/mars	2 337 000	37 035
2 Mars/avril	2 337 000	43 289
3 Avril/mai	2 765 000	51 222
4 Mai/juin	3 259 000	60 377
5 Juin/juillet	3 497 000	64 778
6 Juillet/août	3 259 000	60 377
7 Août/septembre	2 844 000	52 679
8 Septembre/octobre	1 936 000	35 864
Nombre maximum mensuel de bénéficiaires et quantité totale	3 497 000	405 621

* À partir de données du dispositif d'alerte rapide et de l'analyse d'années similaires au plan de la pluviométrie et de la situation de la sécurité alimentaire et du marché

Aucune distribution de secours alimentaires n'est prévue pour novembre et décembre, car on s'attend à une baisse substantielle des besoins alimentaires après la récolte principale d'octobre/novembre.

⁸ Plante racine principalement consommée dans la région SNNP, l'*enset* tolère mieux la sécheresse que la plupart des céréales et constitue un aliment de survie important; néanmoins, cette plante apporte surtout des hydrates de carbone et ne contient ni micronutriments ni protéines.

⁹ Chiffre largement supérieur au seuil "critique" de 15 pour cent fixé par l'Organisation mondiale de la santé.

¹⁰ Il était prévu que l'opération d'urgence conjointe des ONG vienne en aide à 1 million de personnes à l'appui du programme national de secours, mais la couverture se limitera à 600 000 personnes en 2011. L'assortiment alimentaire distribué dans les zones couvertes a été incomplet en raison de ruptures dans la filière d'approvisionnement des secours du DRMFSS. Le DRMFSS n'a jusqu'ici annoncé aucune contribution au programme national de secours.

TABLEAU 2: SECOURS D'URGENCE POUR 2011, PAR RÉGION		
Région	Bénéficiaires*	Quantités de produits alimentaires requises (en tonnes)
Afar	113 000	15 781
Amhara	271 000	31 290
Benishangul-Gumaz	30 000	3 628
Gambella	53 000	7 593
Oromiya	844 000	93 260
SNNP	475 000	25 184
Somali	1 472 000	194 221
Tigré	243 000	34 665
TOTAL		405 621

* Il s'agit de l'effectif maximum des personnes atteintes durant l'année, non des chiffres mensuels. Le mois enregistrant le maximum varie d'une région à l'autre, de sorte que la somme des maximums régionaux diffère du maximum national.

12. Pendant que l'approvisionnement alimentaire se dégrade en Éthiopie, le cours des produits alimentaires monte sur les marchés internationaux; ainsi, les prix mondiaux du blé et du maïs ont sensiblement augmenté au cours des six derniers mois. Cette conjoncture accroît sensiblement le coût de l'assistance alimentaire pour le PAM.
13. S'agissant du PPSAP, les besoins en vivres requis pour les transferts annuels sont principalement couverts par le Gouvernement, qui procède à des achats en espèces: de ce fait, les prévisions initiales du PAM ont été abaissées compte tenu de la réduction de sa contribution.

Finalité de l'augmentation budgétaire

14. La présente révision budgétaire reflète l'évolution des activités prévues: la réduction de l'appui du PAM au PPSAP est plus que compensée par l'augmentation des besoins de secours. Les estimations du PAM qui figurent dans le tableau 1 et le tableau 2 se fondent sur la situation actuelle de la sécurité alimentaire et la contribution attendue d'ONG au programme national de secours. La sécheresse devrait accroître le nombre d'enfants et de femmes ayant besoin d'assistance dans le cadre de la composante de supplémentation alimentaire ciblée suite au dépistage nutritionnel conduit en mai ou en juin, mais l'augmentation prévue n'excédera pas les chiffres planifiés par le PAM pour 2011 et peut donc entrer dans le budget actuel. Le tableau 3 affiche le changement net du nombre de bénéficiaires de chaque composante de l'IPSR.

TABLEAU 3: BÉNÉFICIAIRES POUR 2011, PAR COMPOSANTE			
Composante	Chiffre actuel	Augmentation (diminution)	Chiffre révisé¹¹
Secours	1 936 000	1 561 000	3 497 000
PPSAP	1 356 000	(340 000)	1 016 000
Supplémentation alimentaire ciblée	1 064 000		1 064 000
VIH/sida	164 000		164 000
TOTAL	4 520 000	1 221 000	5 741 000

15. Les systèmes de suivi et d'évaluation du PAM peuvent absorber l'augmentation du nombre des bénéficiaires. Malgré l'accroissement du nombre de bénéficiaires et de la quantité de vivres distribués, le nombre de points de livraison finale restera le même, de sorte que les contrôleurs de terrain actuels pourront couvrir les distributions.
16. La compression de certains coûts de distribution et le transfert des honoraires des consultants sur les CAD ont réduit les autres COD. L'augmentation des CAD englobe les honoraires des consultants, le personnel international supplémentaire recruté pour l'appui et le renforcement des capacités, une augmentation des dépenses de personnel et des prix de certains biens et services.

Évaluation des risques et planification des interventions d'urgence

17. **Risques contextuels.** Si la campagne principale (*meher*) donne des résultats inférieurs aux prévisions actuelles, les besoins de secours alimentaires dépasseront les estimations de la présente révision budgétaire pour 2011. Pour atténuer ce risque, le PAM poursuivra son action dans le domaine de l'alerte rapide et de l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence, pour accélérer l'actualisation des chiffres de la planification. Le cas échéant, le PAM procédera à une nouvelle révision budgétaire.
18. **Risque programmatique.** Dans certaines zones touchées par la sécheresse comme la région Somali, l'insécurité pourrait entraver les évaluations, les distributions et le suivi. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour sécuriser l'accès aux personnes ayant besoin de vivres. Dans le cadre du Projet d'amélioration de la gestion des vivres, le PAM a renforcé les capacités logistique, l'entreposage et la mise en place anticipée de stocks.
19. **Risque institutionnel.** Pour répondre aux besoins alimentaires au titre du PPSAP en 2011 et en raison de retards dans les achats, le Gouvernement a emprunté sur les stocks de sa Réserve de sécurité pour les crises alimentaires (EFSRA); le PAM a également emprunté auprès de l'EFSRA. De ce fait, les stocks de la réserve sont bas et se prêtent uniquement à des prélèvements modestes pour des besoins d'urgence. Ce risque sera atténué en informant les partenaires donateurs l'état de la filière d'approvisionnement et de l'urgence de pallier aux pénuries, en tenant compte du temps nécessaire à la livraison. Dans la mesure du possible, le PAM fera appel à son mécanisme de préfinancement des opérations pour éviter les ruptures de stock.

¹¹ Le nombre de bénéficiaires des secours correspond à l'estimation mensuelle maximale en juin 2011; le nombre de bénéficiaires le plus bas par mois est attendu vers la fin de l'année civile.

BESOINS ALIMENTAIRES

20. La présente révision budgétaire englobe l'augmentation des coûts alimentaires et prend en compte les hausses de prix sur les marchés locaux et internationaux. Une pénurie de maïs, par exemple, a entraîné le relèvement de 35 pour cent du coût local des aliments composés enrichis, de sorte que le budget fait apparaître une diminution des achats locaux de céréales et une augmentation des achats internationaux. La hausse des prix de certains produits alimentaires précédemment inscrits au budget représente 84 pour cent de l'augmentation des coûts; les 16 pour cent restants sont liés à l'augmentation de la quantité.
21. Malgré l'augmentation du volume des produits alimentaires, le budget TTEM a baissé, passant de 239 dollars/tonne à 162 dollars/tonne pour 2011: cela s'explique par une baisse des frais de transport local par rapport à 2010 et par une révision des coûts de transport, notamment ceux de la plate-forme aéroportuaire utilisée pour les livraisons destinées à la région Somali.
22. Compte tenu de la baisse des besoins relatifs au PPSAP couverts par le PAM, l'augmentation des besoins de secours imputés au PAM entraîne une augmentation de la quantité nette de 20 130 tonnes (voir tableau 4).

TABLEAU 4: BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES POUR 2011, PAR COMPOSANTE				
		Besoins en produits alimentaires (en tonnes)¹²		
Composante	Type de produit alimentaire	Actuels	Augmentation (diminution)	Total révisé
Secours	Céréales	261 360	67 050	328 410
	Légumes secs	26 136	6 718	32 854
	Huile végétale	7 841	2 021	9 862
	Alim. composés	27 443	7 053	34 496
PPSAP	Céréales	136 547	(55 498)	81 049
	Légumes secs	13 655	(5 550)	8 105
	Huile végétale	3 662	(1 665)	1 997
Supplémentation alimentaire ciblée et VIH/sida		80 365	0	80 365
TOTAL IPSR (y compris supplémentation alimentaire ciblée et VIH/sida)		557 009	20 130	577 139

¹²Quantité de produits alimentaires requis au titre de l'assistance en 2011. Les rations restent les mêmes que celles du descriptif initial de l'IPSR.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS BUDGÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	11 552	52 162 544	
Légumes secs	1 168	1 386 659	
Huiles et matières grasses	357	4 741 059	
Aliments composés et mélanges	7 053	9 461 022	
Total, produits alimentaires	20 130	67 751 283	
Total partiel, produits alimentaires			67 751 283
Transport extérieur			852 898
TTEM			- 37 917 812
Autres COD			-1 683 426
CAD ² (voir annexe I-B)			2 955 010
Total des coûts directs pour le PAM			31 957 953
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			2 237 057
COÛT TOTAL POUR LE PAM			34 303 130

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. La composition peut varier.

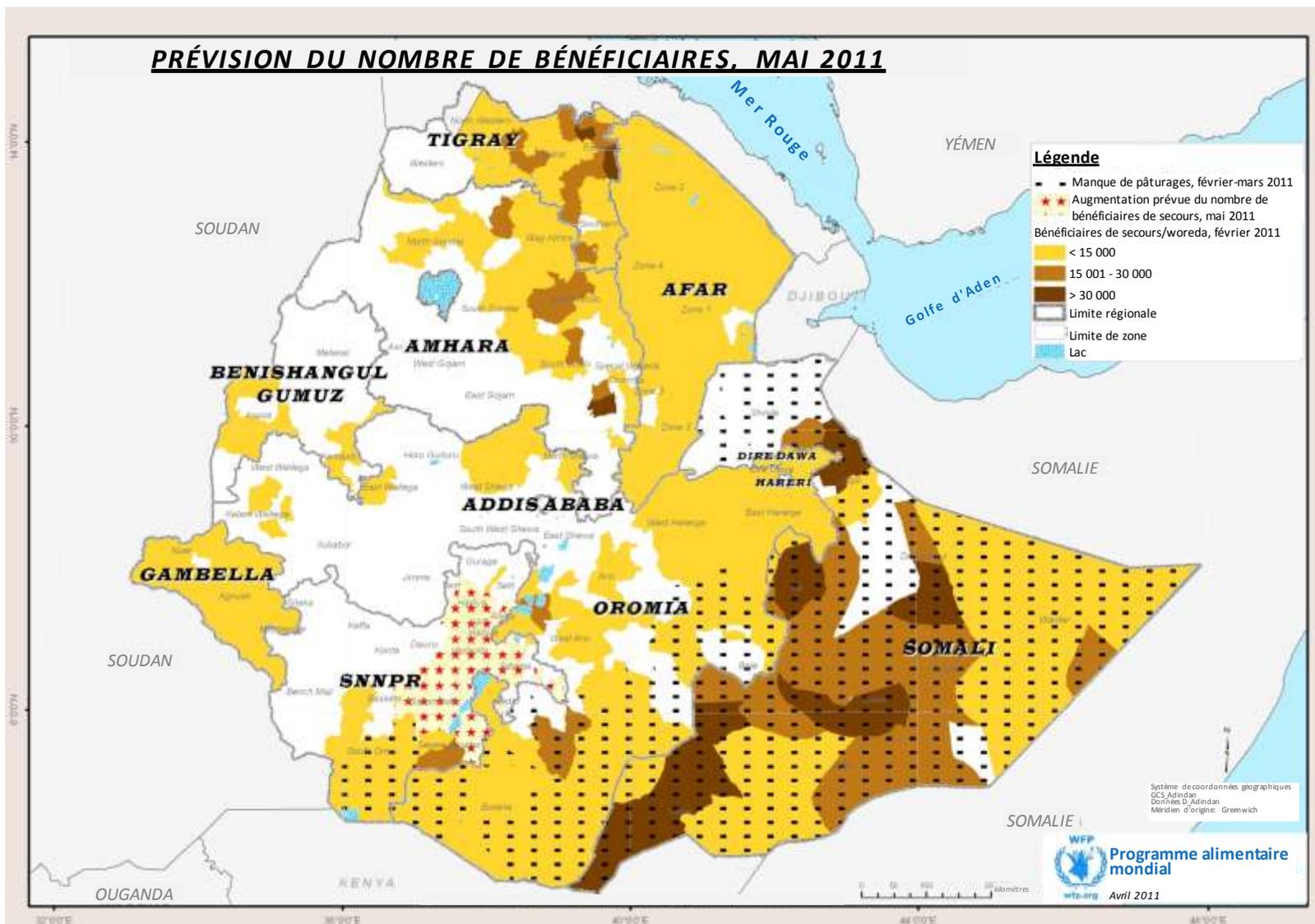
² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil d'administration pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et dépenses connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	729 590
Personnel local – Administrateurs recrutés sur le plan national	142 080
Personnel local – Agents des services généraux recruté sur le plan national	272 020
Primes de risque et de sujétion	7 380
Consultants internationaux	389 150
Services de conseil commercial	200 000
Voyages officiels du personnel	206 600
Total partiel	1 946 820
Dépenses récurrentes	
Charges courantes (électricité, etc.)	45 000
Fournitures de bureau et petit matériel	44 850
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	490 940
Total partiel	580 790
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Équipement de communication	220 000
Dépenses locales de sécurité	207 400
Total partiel	427 400
TOTAL CAD	2 955 010

CARTE DE L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT ÉTHIOPIE 106650



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
DRMFSS	Secteur de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire
EFRA	administration de la Réserve de sécurité alimentaire en situation d'urgence
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
SNNP	région des Nations, nationalités et peuples du Sud
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention